

Rapport

Pourquoi les idées socialistes survivent à leurs éternels échecs



KRISTIAN NIEMIETZ * • Avril 2019

Résumé

- Les idées socialistes échouent invariablement mais elles restent populaires. Le capitalisme conduit à la prospérité et au progrès mais bien peu de gens éprouvent de la sympathie à son égard. Quelles en sont les raisons ?
- L'une des causes principales tient à l'interprétation des faits par les intellectuels occidentaux qui se rendent dans les pays socialistes lorsque ceux-ci semblent à leur apogée. Ils croient y découvrir le paradis. Après l'échec de l'expérience, ils font cependant valoir que ce n'était pas un « vrai » socialisme. Ce rituel transcende les décennies.
- Les errements des intellectuels socialistes ne sont néanmoins jamais sanctionnés. De nombreuses personnes ont une préférence intuitive pour le socialisme simplement parce qu'il leur paraît « juste ». Selon Jonathan Haidt, l'argumentation politique et morale consiste souvent en tentatives de rationalisations a posteriori. L'individu ne cherche pas en priorité une conclusion logique à son analyse des faits mais plutôt une justification a posteriori de ses intuitions.
- Le procédé se manifeste sous plusieurs formes. Le « biais de confirmation », par exemple, vise à gonfler l'importance des éléments qui appuient ses propres convictions. Avec le « raisonnement motivé », l'intellectuel tente de réunir les preuves qui concordent avec sa vision en leur accordant un rôle démesuré et en minimisant les autres faits.
- Bryan Caplan nous enseigne que, pour les intellectuels, il est rationnel de défendre les convictions socialistes irrationnelles parce qu'ils n'ont pas à supporter les conséquences personnelles de leurs erreurs. Au contraire, leur identité et leur carrière dépendent de leur fidélité au socialisme.

* L'auteur est économiste et responsable du département d'économie politique à l'Institute for Economic Affairs de Londres.

Le socialisme jouit encore aujourd'hui d'une très grande popularité. L'image positive du socialisme dans sa version abstraite ne manque toutefois pas de surprendre : elle ne s'accorde nullement avec la réalité des faits, ni aujourd'hui ni dans l'histoire. Tous ceux qui se sont penchés sur l'histoire des pays du pacte de Varsovie, de la Chine de Mao, du Nord-Vietnam ou de la Corée du Nord et l'interprètent avec des lunettes roses pour la banaliser ne sont effectivement plus qu'une minorité. Les socialistes parviennent toujours à se distancier de la bonne vingtaine d'expériences socialistes, qui ont toutes échoué : ils prétendent simplement qu'il ne s'agissait pas, finalement, d'un « vrai socialisme ». Il nous paraît donc important d'explorer pourquoi les socialistes actuels continuent de défendre une idée qui n'a produit et ne continue de produire que des échecs flagrants.

Dans leur tentative de se distancier des exemples socialistes actuels et passés, les intellectuels peinent toutefois à définir clairement ce que les régimes en question auraient dû faire autrement. Les socialistes tendent à se réfugier dans des théories abstraites et des idéaux supérieurs. Ils préfèrent se taire sur les caractéristiques institutionnelles et les politiques concrètes. Les objectifs évoqués, par exemple une « démocratisation » de l'économie ou la lutte contre les inégalités, ne sont pas vraiment nouveaux : ce sont les mêmes qui avaient guidé les anciens socialistes dans tous les projets qui ont finalement échoué. Le socialisme n'a donc jamais atteint les buts visés : ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé à de multiples reprises. Des penseurs tels que Ludwig von Mises et Friedrich Hayek ont d'ailleurs démontré depuis longtemps que le socialisme était impossible à réaliser.

Il est par conséquent tout au plus ironique d'entendre que « ce n'était pas le véritable socialisme » après l'échec d'une expérience socialiste, lorsqu'elle a été discreditée par la réalité : lorsqu'elle semblait à son apogée, personne n'avait pourtant douté de la nécessité de lui coller l'étiquette socialiste. Presque tous les régimes socialistes passent par une première phase d'euphorie, durant laquelle ils sont présentés comme des modèles par les intellectuels occidentaux. Mais lorsque le système devient gênant pour la prétendue cause socialiste, sa définition change et on l'accuse de ne pas être le « vrai socialisme ».

La dernière fois, c'était différent

La répétition de ce schéma, celui d'une euphorie initiale et d'une distanciation ultérieure est apparue la première fois dans les années 1930 lorsque des milliers d'intellectuels occidentaux entreprirent un « pèlerinage » en Union soviétique. À cette époque, les atrocités du régime étaient déjà connues du public, mais cela n'a pas empêché les intellectuels occidentaux de présenter l'Union soviétique comme une démocratie de travailleurs en devenir. Quand la terreur stalinienne finit par détruire complètement la réputation du régime, ces mêmes intellectuels n'ont pas révisé leur position initiale mais préféré s'abstenir de nouvelles déclarations.

Le phénomène s'est reproduit dans les années 1960. Le nouvel idéal socialiste s'était déplacé à Cuba, au Nord-Vietnam et avant tout dans la Chine de Mao. Les

intellectuels occidentaux se sont déplacés en masse dans ces « paradis socialistes ». Ils en sont rentrés enthousiastes et pleins d'éloges. Ces nouvelles utopies ont été présentées comme des alternatives préférables au capitalisme occidental et au modèle soviétique définitivement discrédité. « Cette fois, c'est complètement différent », entendit-on. Le schéma demeure cependant identique : les intellectuels occidentaux tentent de dresser une frontière imaginaire entre les nouvelles expériences socialistes et les anciennes qui ont échoué.

Après que Cuba, le Vietnam et la Chine de Mao soient passés de mode, dans les années 1970, l'Albanie et le Cambodge ont pris leur place. Les visites ont été moins nombreuses, mais le schéma est fondamentalement resté le même. Les admirateurs occidentaux ont prétendu que les anciennes expériences socialistes avaient été corrompues. Mais rien ne pourrait cette fois s'opposer à l'émergence d'une véritable démocratie des travailleurs.

Les séparations des deux Allemagne et des deux Corée constituent les deux expériences naturelles majeures qui permettent de comparer directement le socialisme et le capitalisme. La supériorité du modèle capitaliste basé sur l'économie de marché et les droits individuels saute évidemment aux yeux par rapport au système socialiste, hostile à la propriété et répressif de liberté. Mais tel n'était pas encore le cas à l'époque : aussi longtemps qu'une comparaison directe n'était pas disponible, beaucoup d'intellectuels occidentaux accordaient leur préférence à la partie socialiste de ces pays plutôt qu'à leur concurrente libérale.

L'exemple le plus actuel du schéma d'euphorie laissant place au déni nous est offert par la défense intellectuelle du Venezuela. Cela commença en 2005 : une fois de plus, on a d'abord prétendu que cette fois, ce serait complètement différent. Le socialisme du XXI^e siècle serait un socialisme « d'en bas » qui n'aurait aucune parenté avec la variante autoritaire « du sommet vers la base » rencontré au siècle dernier. Le Venezuela reçut la visite de nombreux intellectuels occidentaux admiratifs. Entre-temps, avec le déclin visible de ce pays pétrolier, la propagation du chaos économique, les manifestations violentes, la sous-alimentation d'une grande partie de la population et l'autoritarisme du gouvernement, l'enthousiasme initial s'est envolé. Les socialistes occidentaux ont à nouveau prétendu que le Venezuela n'avait rien à voir avec le « vrai socialisme ». Le pays s'est maintenant inscrit sur la longue liste des États socialistes qui n'auraient « jamais vraiment » été socialistes.

Il est assez étonnant que tant d'intellectuels occidentaux soient partis en pèlerinage dans les pays socialistes, qui en tous points de vue représentaient l'enfer sur terre, et soient rentrés chez eux convaincus d'avoir vu le paradis. L'étude du politologue américain Paul Hollander (1990) ne laisse planer aucun doute : ces pèlerins n'étaient pas seulement naïfs. Une personne naïve ne cherche pas à être trompée : elle n'est simplement pas très douée pour déceler une tromperie ou une escroquerie. Les pèlerins socialistes, en revanche, ont réalisé des efforts considérables pour se manipuler eux-mêmes, filtrer la réalité et fermer les yeux sur ce qu'ils voyaient vraiment. Un pèlerinage socialiste est un travail astreignant.

Le modèle d'intuition sociale

Comment ces intellectuels parviennent-ils à ignorer pareillement la réalité ? Pour mieux comprendre ce phénomène, les travaux du psychologue et éthicien américain Jonathan Haidt (2012) sur le développement de notre capacité de discernement en matière de morale et de politique sont particulièrement révélateurs. Haidt a montré qu'il s'agissait en l'occurrence essentiellement d'une tentative d'argumentation a posteriori : le but ne consiste pas en premier lieu à parvenir à une conclusion qui soit la plus proche possible de la vérité, mais plutôt de défendre une thèse à laquelle on a déjà succombé sentimentalement auparavant et à laquelle on arrive souvent par intuition. Ce n'est que dans une étape ultérieure que nous recherchons des arguments adéquats pour mieux l'étayer. Haidt le résume avec la formule suivante : « L'intuition arrive en premier, l'argumentation stratégique ensuite. »

Notre cerveau ne fonctionne donc pas toujours comme un juge qui prendrait en compte toutes les preuves, puis les interpréterait, les évaluerait et prendrait ensuite sa décision. Il fonctionne plutôt comme un avocat qui se rend à une audience du tribunal avec un but, par exemple la libération de son client, qu'il espère atteindre grâce à une bonne préparation du dossier. L'argumentation pourrait sembler logique, cohérente et absolument convaincante. Pourtant elle ne constitue pas la raison première pour laquelle l'avocat est parvenu à cette position. Ce n'était pas le point de départ : l'avocat ne cherche les arguments qu'après coup. Si l'argumentaire préparé devait s'écrouler, par exemple parce que l'alibi du client s'avère faux, l'avocat ne changerait pas sa position : il continuerait de plaider l'innocence de son client. Il tenterait toutefois de la justifier par d'autres moyens. Même si l'évidence de la culpabilité de son client est indiscutable, l'avocat fera tout ce qui est en son pouvoir pour que la sanction soit la plus faible possible.

Haidt a par exemple mené une série d'entretiens durant lesquels les participants étaient interrogés sur leur jugement moral en fonction d'une situation hypothétique X. On leur a aussi demandé de présenter leurs arguments. Après qu'un participant avait rejeté la situation X en la jugeant immorale parce qu'elle conduirait au résultat négatif A, l'interrogateur a modifié les paramètres afin que X ne puisse plus conduire à A. Plutôt que de relativiser ou de réviser leur point de vue par rapport à X, les sondés ont alors cherché d'autres possibilités supposées montrer que X était dommageable. Même si le résultat A ne pouvait pas être causé par X, il fallait penser qu'il conduise à un autre résultat négatif B. Dès que l'interrogateur eut exclu également cette possibilité B, la plupart ont immédiatement cherché un nouveau résultat potentiellement négatif C. Et ainsi de suite. Cela montre à l'envi que ni A ni B ni C n'étaient les vraies raisons du rejet de X. Il s'agissait bien davantage de justifications post hoc d'une attitude intuitivement négative à l'égard de X.

Ce constat a d'importantes implications :

Le modèle d'intuition sociale permet d'expliquer les frustrations occasionnées par les débats politiques et moraux : les arguments moraux ressemblent à la

queue d'un chien qui ne cesse de remuer. Le chien remue sa queue pour communiquer. On ne peut pas le rendre heureux en le forçant à remuer sa queue. De même, on ne peut pas changer l'opinion intuitive d'une personne par la seule réfutation de ses arguments.²

Nous croyons souvent que les émotions et la rationalité sont des forces qui agissent de façon indépendante et dans des directions opposées. La partie émotionnelle privilégie certaines idées politiques parce qu'elles résonnent favorablement et se basent sur de bonnes intentions. La partie rationnelle s'y oppose par exemple parce que ces politiques ont déjà été essayées ailleurs et ont échoué. Ce schéma est faux, selon les travaux de Jonathan Haidt. Les émotions et la raison ne sont pas antagonistes. Leur relation s'apparente en quelque sorte à celle d'un employeur et d'un employé. La partie émotionnelle et intuitive (l'employeur) parvient à une opinion et demande ensuite à la partie rationnelle (l'employé) de présenter les arguments qui l'étayent.

La relation ne peut cependant se comparer à celle d'esclavagiste et d'esclave, selon Haidt : si l'employeur présente des exigences inacceptables à l'employé, ce dernier peut très bien les refuser. Même si on nous demandait de le faire, nous refuserions de croire que le monde est géré par des lézards transformés en hommes ou que l'holocauste n'a pas eu lieu. Ce qui nous distingue des partisans des théories du complot les plus absurdes n'est qu'une question de mesure : la plupart d'entre nous avons besoin d'au moins une petite part d'ambiguïté pour arriver à nos conclusions préférées. Les partisans des théories du complot les plus absurdes se placent dans une situation qui leur permet de croire ce qu'ils veulent, même si absolument aucun élément de preuve n'appuie leur position. Comme il existe une petite part d'ambiguïté à chaque question, nous trouvons par contre presque toujours des raisons qui nous amènent à la conclusion souhaitée.

Prudence à l'égard des décisions politiques émotionnelles

Ce phénomène de rationalisation « post hoc » peut prendre de nombreuses formes. L'une d'entre elles est aujourd'hui bien documentée. Il s'agit du « biais de confirmation », à savoir la tendance à privilégier les informations confirmant ses propres idées et à ignorer ou rejeter les autres.

Une forme proche mais plus exigeante de rationalisation « post hoc » est celle du « raisonnement motivé », c'est-à-dire d'une démonstration en fonction de ses propres motivations :

Les psychologues possèdent entre-temps des classeurs complets de démonstrations motivées qui décrivent les innombrables astuces qu'une personne peut déployer pour arriver aux conclusions émotionnelles qu'elle désire. Quand on avoue à un individu que ses résultats sont mauvais lors d'un test d'intelligence, il

² Jonathan Haidt, *The Righteous Mind. Why Good People are Divided by Politics and Religion*, Londres, Allen Lane, 2012, p. 48.

*décide habituellement de lire un article critique envers le test de QI plutôt qu'un texte qui le défend. Si une étude (fictive) établit un lien entre la consommation de caféine et le cancer du sein, les femmes qui boivent régulièrement du café découvriront davantage d'erreurs à cette étude que les autres.*³

Quiconque est victime de « raisonnement motivé » ignore donc les preuves qui s'opposent à ses sentiments, ou ne les prend pas complètement en compte. Il essaie de réfuter les preuves contraires, par exemple en exigeant des standards de qualité anormalement élevés des sources d'informations qui ne lui plaisent pas. À l'inverse, il acceptera des sources bien médiocres pour les données qui confirment ses croyances.

Le constat de Haidt n'est peut-être pas aussi pessimiste qu'il n'en a l'air. Haidt ne soutient pas qu'il soit impossible de parvenir à la vérité après une étude approfondie des faits et des arguments. Il souligne plutôt le pouvoir de l'intuition et des sentiments dans le cadre de l'argumentation politique et morale.

Cela ne doit pas être nécessairement problématique. En politique, notre intuition est souvent ambiguë. Nous avons peut-être une préférence émotionnelle marquée pour l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne, ou pour une non-adhésion. Mais la plupart d'entre nous n'avons pas de sentiments particuliers sur l'opportunité ou non d'un accord sur l'électricité. Les arguments rationnels sont décisifs s'ils ne s'opposent pas à de fortes intuitions.

Par ailleurs, nos intuitions entrent parfois en conflit entre elles : nous avons clairement le sentiment que la Suisse ne doit pas être surendettée. Mais en même temps, nos sentiments peuvent nous inciter à approuver sans compter des aides aux personnes qui semblent dépendre d'un soutien financier de l'État. Si nous considérons qu'une politique financière durable n'est qu'un acte cruel et n'exprimons aucun sentiment conflictuel à cet égard, nous ne pourrions guère apprécier l'argumentation des partisans d'un État svelte. Mais si notre intuition hésite, il n'y a aucune raison de ne pas nous décider pour la solution la plus logique.

Les recherches de Haidt s'appuient sur une étude de Perkins qui prouve que les intellectuels sont les plus habiles lorsqu'il s'agit de défendre leur point de vue. Le même travail a toutefois également démontré l'absence de différence entre les intellectuels et les autres citoyens quant à la capacité d'adopter la position de leur adversaire politique : les intellectuels sont donc d'excellents avocats pour défendre une cause, mais ce ne sont pas de bons juges.

Haidt n'est pas fataliste. Ses recherches n'impliquent pas qu'un travail de conviction soit impossible. Elles montrent toutefois que nous devons faire preuve d'une discipline cérébrale extraordinaire si nous voulons réviser nos convictions politiques et morales d'abord fondées sur de simples sentiments.

³ Ibid., p. 84.

La théorie de l'irrationalité rationnelle

Les recherches de l'économiste américain Bryan Caplan (2006) sur l'« irrationalité rationnelle » fournissent aussi d'intéressants éclairages. Caplan montre que de nombreuses idées de politique économique sont manifestement fausses et d'ailleurs rejetées par les économistes de tous les courants. Ces idées continuent pourtant de jouir d'une énorme popularité.

L'attachement à de fausses idées peut être rationnel, selon Caplan, si celles-ci constituent la source de notre propre plaisir, de notre fierté et de notre confort émotionnel. C'est encore plus vrai si ces positions constituent une partie essentielle de notre identité. La fidélité à de fausses idées n'est « irrationnelle » que si l'on part de l'idée que notre système de valeurs n'est motivé que par la seule recherche de la vérité.

Mais quel est le coût de la fidélité à de fausses idées ? Caplan distingue ici entre les vies politique et personnelle. Celui qui, dans sa vie privée, reste attaché à un faux système de valeurs et agit en conséquence doit en supporter l'ensemble des coûts. Or ce n'est pas vrai en politique : des décisions politiques erronées peuvent engendrer des coûts, mais à la différence de la vie privée, ceux-ci seront supportés par l'ensemble de la population. De même, le bulletin de vote d'un seul individu ne décide presque jamais de la mise en œuvre de certaines idées : il n'y a donc aucun lien significatif entre les convictions politiques d'une personne et la politique qui est menée. Nous pouvons ainsi adopter des positions politiques irréalistes qui pourraient nous ruiner si elles étaient effectivement mises en œuvre : cela ne nous coûte rien. C'est précisément parce que la révision d'idées fausses n'a aucun impact pour un individu qu'il n'a aucune incitation de le faire s'il en est personnellement satisfait et si elles font partie de son identité.

Les biais de perception des pèlerins socialistes

Quels enseignements tirer des travaux de Haidt et de Caplan dans le cas qui nous occupe ? Pourquoi les pèlerins socialistes prétendent-ils n'avoir vu que des gens « heureux » et parfaitement égaux lors de leurs voyages dans les pays socialistes ? La femme de lettres allemande Luise Rinser a interprété le sourire d'un enfant à Pyongyang comme la confirmation du bonheur dans un pays socialiste et la preuve de la compétence du formidable leader qu'était Kim Il-sung. Or les enfants sourient aussi dans les pays capitalistes occidentaux : on pourrait y voir la preuve du bon fonctionnement du capitalisme. En réalité, les récits de voyage socialistes ne sont qu'une forme classique de « biais de confirmation ».

Les techniques de « raisonnement motivé » doivent être aussi prises en compte dans ce contexte. Dès que quelqu'un dénonce les violations des droits humains ou les catastrophes économiques dans les systèmes socialistes, les intellectuels socialistes demandent immédiatement quel profit personnel les accusateurs

pourraient en retirer : si quelqu'un se trouve confronté à des motifs cachés, l'ensemble de sa critique tombe à l'eau parce qu'elle aurait été « fabriquée ». Le journaliste britannique Seumas Milne a par exemple découvert deux historiens allemands et un philosophe autrichien dont les travaux sur Staline avaient effectivement été fabriqués afin de supposément relativiser l'holocauste commis par les nationaux-socialistes.⁴ Milne affirma par la suite que telle aurait été la « vraie » motivation de tous les adversaires du socialisme. Pour un « raisonneur motivé », quelques cas isolés et atypiques sont des preuves suffisantes pour que toutes les personnes qui défendent une idée soient considérées comme partiales et discréditées.

Le fait que la plupart des arguments contre le capitalisme soient des justifications « post hoc » de positions fondées sur l'intuition se confirme par une autre observation : le capitalisme a toujours été critiqué par de nombreux intellectuels, mais presque jamais sur la base des mêmes arguments. Pendant l'expansion économique de l'après-guerre, dans les pays occidentaux, la critique s'est déplacée, sous l'effet du formidable accroissement de la prospérité de l'ensemble de la population, de la thèse de « l'exploitation et de l'appauvrissement de la classe des travailleurs » vers la notion que le capitalisme conduirait à une « société de consommation matérialiste ». De même, durant les années 1990 et au début des années 2000, le mouvement anti-mondialisation fut très populaire parmi les intellectuels occidentaux qui ont prétendu que la mondialisation capitaliste engendrait une exploitation des pays pauvres par l'Occident riche. Lorsqu'il s'est avéré que la Chine et d'autres pays asiatiques, grâce à la mondialisation capitaliste, purent radicalement diminuer la pauvreté, leurs habitants ont passé du statut d'exploités à celui de « marchés émergents » et de sérieux concurrents. Le mouvement antimondialisation a alors perdu sa crédibilité et sa popularité. Cela n'a pas conduit ses chefs de file à réviser leur position. Leurs critiques se sont aveuglément déplacées vers d'autres objectifs : les intellectuels socialistes ont alors dénoncé « le démantèlement social » (face à un État social qui n'a jamais été aussi onéreux et surdéveloppé), les « privatisations », « l'évasion fiscale » ou défendu un nouveau protectionnisme.

L'analyse coût-avantage de Caplan s'applique également aux intellectuels occidentaux qui continuent de défendre les idées socialistes. Ceux-ci se sentent d'avantage liés à leurs idées que le citoyen lambda : c'est même une partie essentielle de leur identité personnelle. Ils en vantent en effet les mérites en public. Imaginez un instant qu'Ignacio Ramonet, Noam Chomsky ou Naomi Klein publient un article sous le titre « Après le Venezuela, j'abandonne définitivement l'idée socialiste » ou « Soyons honnêtes avec nous-mêmes : c'est bien le socialisme qui a ruiné le Venezuela ». L'auteur décevrait un nombre considérable de partisans et serait immédiatement qualifié de « traître ». Si ces intellectuels admettaient que le socialisme a définitivement échoué, leur carrière s'achèverait à la même seconde.

⁴ « Stalin's missing millions », *The Guardian*, 10 mars 1990 (<https://shirazsocialist.wordpress.com/2012/09/29/seamas-milne-on-stalins-missing-millions/>). Il n'y a pas de preuve définitive que telle était leur intention, mais la controverse a bel et bien existé dans leurs pays à cette époque.

Les intellectuels n'ont pas à payer le prix de leur attachement aux idées fausses. Ils ne vivent pas dans les systèmes qui méprisent la dignité humaine. Ils ne risquent pas de souffrir de famine ou de subir la répression et la violence étatiques. Ils n'ont pas besoin de fuir leur pays parce que la situation y est devenue insoutenable. Ils préfèrent propager le socialisme, confortablement installés dans « les pays capitalistes » qu'ils détestent tant, mais où il fait bon vivre.

Les intellectuels socialistes n'ont pas non plus à encourir les conséquences de leurs errements sur le plan professionnel : Noam Chomsky, malgré son soutien aux Khmers rouges, reste une star en Occident. Les personnes qui ont eu raison à propos du Cambodge sont, elles, tombées dans l'oubli. Luise Rinser a été candidate à la présidentielle en Allemagne de l'Ouest malgré la publication d'un ouvrage qui glorifiait la Corée du Nord. La politicienne italienne Maria-Antonietta Macciocchi a été élue au parlement européen malgré un livre qui idéalisait la révolution culturelle de Mao. Les intellectuels n'ont donc aucune incitation à avoir raison.

Le pouvoir de l'intuition

Pourquoi le socialisme, une idéologie si destructrice, profite-t-il encore d'une situation privilégiée dans la concurrence des idées ? Pourquoi est-il populaire malgré sa longue série d'échecs ? Ces questions demeurent malheureusement très actuelles. L'une des raisons majeures nous est fournie par Haidt et son analyse du pouvoir de l'intuition. Les arguments en faveur du capitalisme sont contre-intuitifs. Pour bien des gens, le capitalisme paraît faux et le socialisme intuitivement juste. Le second est mieux perçu parce qu'il en appelle aux relations sociales, interpersonnelles, au vivre-ensemble, à l'altruisme et non, comme le capitalisme, à l'accumulation de capital, à l'égoïsme, à la cupidité. Cela semble évident d'être socialiste : c'est la situation par défaut, celle de toute personne de bon cœur.

À l'inverse, pour comprendre l'économie de marché et être convaincu de ses avantages, une réflexion critique, stricte et rigoureuse est absolument nécessaire. Il faut se rappeler pour conclure que même les penseurs libéraux du XX^e siècle les plus célèbres, comme Milton Friedman et Friedrich Hayek, n'étaient pas des partisans inconditionnels de l'économie de marché au début de leur carrière.



INSTITUT LIBÉRAL

Impressum

Institut Libéral
Place de la Fusterie 7
1204 Genève, Suisse
Tél.: +41 (0)22 510 27 90
Fax: +41 (0)22 510 27 91
liberal@libinst.ch

Ce rapport est tiré et adapté d'un chapitre du livre *Socialism: The Failed Idea That Never Dies* de Kristian Niemietz (IEA, 2019). Avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur
www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2019, Institut Libéral.